

Les relations ISRAËLO-EUROPÉENNES dans un monde instable

Manfred Gerstenfeld

Manfred Gerstenfeld est président du conseil d'administration du Centre de Jérusalem pour des Affaires Publiques (JCPA) ; il est aussi consultant international, spécialisé dans les affaires et la stratégie environnementale auprès des cadres des sociétés multinationales.

changeement possible — même si une telle conclusion reste hypothétique et que sa durée reste également incertaine.

Cette dynamique sera également la résultante de facteurs qui ne cesseront de créer une inquiétude internationale. Leur impact ne fera sans doute que s'amplifier. Le premier facteur est que l'économie mondiale s'est vue déstabilisée : le retour à une forme d'équilibre prendra au mieux plusieurs années. Par ailleurs, le manque de confiance envers le dollar comme devise de réserve ou la possible désintégration de l'Euro sous sa forme actuelle sera la source d'une instabilité encore plus importante. Une telle insécurité ne pourra que provoquer un ensemble de problèmes et de nouvelles modifications des attitudes de l'Eu-

La dynamique des relations entre l'Europe et Israël va sans doute s'intensifier dans les années à venir. Cela ne dépend qu'en partie des développements propres à chaque acteur. Une conclusion pacifique entre Israël et les Palestiniens fait partie des éléments de

rope concernant des questions aussi diverses que celles de l'emploi, de la perception des immigrés, de la souveraineté des pays au sein de l'Union, etc.

Le second facteur de déstabilisation provient des convulsions du monde musulman et du caractère agressif dont font preuve une bonne partie de ses constituants. Une telle agitation possède de nombreuses facettes : bataille entre radicaux et modérés, tensions entre chiites et sunnites, violence envers les minorités, tolérance ou rejet des attentats suicides et d'autres formes de terrorisme, rapport avec le monde occidental, entre autres questions. L'attentat ayant pris pour cible une église copte d'Alexandrie le soir du Nouvel An montre comment les événements du Proche-Orient peuvent avoir un impact sur l'Europe : à la suite de menaces anonymes, il a fallu protéger un certain nombre d'églises coptes en Europe lors de leur service du Nouvel An quelques jours plus tard.¹

En plus des éléments que nous venons de mentionner, il faut prendre en compte des événements imprévisibles et extrêmes qui auront lieu et sur lesquels on ne peut guère avoir de prise sur le court terme. Ces facteurs expliquent l'instauration d'une forme de vulnérabilité internationale grandissante qui apporte aux individus une incertitude croissante concernant leur avenir.

Vulnérabilité des systèmes complexes

La complexité de la société contemporaine la rend également vulnérable à de nouveaux dérèglements potentiels qui peuvent être provoqués par des groupes d'individus relativement limités. Ce phénomène n'est pas neuf et l'on pourrait citer comme exemple extrême la Première Guerre mondiale provoquée par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand par Gavrilo Princip à Sarajevo. A l'époque, le nombre de cibles importantes était cependant beaucoup plus restreint.

Aujourd'hui, les cibles se sont multipliées au point qu'il devient difficile de les défendre. Johannes Delmulle, procureur fédéral en Belgique, parlait récemment du manque de détectives spécialisés dans le terrorisme en Belgique. Il expliquait également que ces détectives n'ont pas le temps de suivre comme il le faudrait des groupements qui menacent pourtant l'ordre public.²

Les transports publics occidentaux ont souvent été visés par les terroristes. On compte des aéroports, des avions, des trains, des stations de métro et des bus. L'exemple le plus remarquable est celui de l'attaque terroriste du 11 Septembre 2001 aux Etats-Unis. Un autre exemple est celui de Richard Reid, qui en décembre de la même année, a essayé de faire exploser un avion d'American Airlines provenant de Paris et à destination de Miami avec des explosifs qu'il avait cachés dans la semelle de ses chaussures. Quatre ans plus tard, il continuait à affirmer la même justification, celle d'un acte guidé par sa piété de bon musul-

man.³ Depuis cet acte réalisé par une seule personne, ce sont des millions de passagers qui doivent retirer leurs chaussures dans les aéroports pour des raisons de sécurité.

La vulnérabilité des systèmes complexes est visible dans des domaines très différents. C'est même sur ce point-là que se fonde la guerre asymétrique que mène le terrorisme. La publication de documents par Wikileaks est d'ailleurs l'expression du même phénomène.

De plus, il se pourrait bien que pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, une génération ne bénéficie pas de meilleures conditions de vie que la précédente, sur le plan économique mais pas seulement. C'est cette situation globale qui risque d'avoir une influence aussi profonde qu'imprévisible sur les relations israélo-européennes.

Les relations israélo-européennes

Les relations israélo-européennes sont protéiformes. Elles sont plutôt bonnes dans des domaines comme la coopération technologique, commerciale, universitaire, sportive et touristique. Et cela, alors même que des appels à la haine se font entendre, surtout du côté de la gauche européenne et dans une partie de la population musulmane, et essaient d'avoir un impact sur ces relations en promouvant boycotts, sanctions et autres mesures discriminatoires envers Israël. La situation est très différente sur le plan politique, même s'il faut faire une différence entre les prises de positions publiques et la réalité des actes.

Il existe également des disparités entre les positions prises par l'Union Européenne vis-à-vis d'Israël et celles des différents pays membres. Le meilleur moyen de le constater est de considérer des cas précis. Lors de l'interception de la flottille pour Gaza par l'armée israélienne le 31 mai 2010, les réactions ont été diverses.⁴ L'Union Européenne et de nombreux gouvernements se sont dépêchés de réagir et d'accuser Israël alors que des éléments factuels importants n'étaient pas encore connus. Ce qui était déjà connu aurait dû pousser à davantage de prudence.

En particulier, le vaisseau principal, le *Marvi Marmara*, était en partie dirigé par des membres de l'organisation turque IHH, qui possède un passé lié au terrorisme. Le combat sur le *Marvi Marmara* a été provoqué par des hommes armés qui attendaient sur le pont l'arrivée des soldats israéliens. Sept des neuf personnes décédées lors de l'affrontement avaient auparavant déclaré vouloir mourir en martyrs. Ce bâtiment, comme deux des cinq autres navires de la flottille, ne comportait d'ailleurs pas la moindre aide humanitaire à bord.

Malgré cela, la baronne Catherine Ashton, haute représentante de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères, a diffusé le plus vite possible un

communiqué condamnant la violence et exigeant une enquête impartiale immédiate. Elle lança également un appel pour mettre fin au blocus israélien de la Bande de Gaza.

Réactions nationales

Parmi tous les pays de l'UE, la Suède a sans doute eu la réaction la plus négative, que ce soit par ses déclarations ou son attitude. Le ministre des affaires étrangères, Carl Bildt, dont les positions anti-israéliennes sont souvent en pointe, a demandé le jour même que le Comité politique et de sécurité (COPS) de l'Union Européenne se réunisse.⁵ Il n'a pas hésité à rencontrer des activistes suédois ayant pris part à la flottille à Istanbul pour leur exprimer sa sympathie et condamner Israël. Il a également déclaré que la politique palestinienne d'Israël était une catastrophe et qu'elle ne faisait qu'ajouter de nouveaux problèmes.

Autre exemple : l'Irlande fait partie de ces pays dont la politique se montre discriminatoire envers Israël depuis longtemps. Le ministre des affaires étrangères, Michael Martin, a déclaré que l'Irlande condamnait les actions de l'armée israélienne comme étant complètement inacceptables et disproportionnées. Il a demandé une enquête internationale indépendante sur l'événement et de préférence sous l'égide de l'ONU.

Le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, a exprimé son profond chagrin et déclaré que rien ne justifiait la perte de vies humaines. Il a déclaré que l'Italie voterait contre une résolution de l'ONU demandant une enquête indépendante, convaincu qu'Israël, en tant que pays démocratique, était capable de mener une enquête fiable et indépendante.

En Pologne, le ministre des affaires étrangères a exprimé son inquiétude concernant l'incident et a demandé à Israël de mener une enquête indépendante dans les plus brefs délais. Les autres pays ont pris des positions intermédiaires entre celles de la Suède et de l'Irlande d'une part et de l'Italie et la Pologne d'autre part. Le parlement fédéral allemand a voté une résolution unanime sur l'épisode de la flottille avec des positions clairement anti-israéliennes. Ce parlement n'avait jusqu'à présent jamais pris la moindre résolution envers de notoires Etats-voyous. Le parlement européen a voté à une large majorité une résolution affirmant qu'Israël avait violé le droit international en interceptant la flottille pour Gaza. Si l'on avait demandé aux centaines de parlementaires qui ont voté cette résolution en quoi Israël a violé le droit international, leur parti pris aurait sans doute été démasqué.

Le fait que des déclarations contre Israël aient été publiées dans la précipitation par l'UE et par différents pays avant même que la totalité des faits n'aient été connus montre bien un parti pris contre Israël. Et ce, d'autant plus que ceux qui

ont fait ces déclarations auraient dû savoir qu'Israël avait offert à la flottille la possibilité de venir déposer sa cargaison dans un port israélien. Israël garantissait le transfert de cette cargaison à Gaza sous la surveillance d'un organisme neutre. La stratégie de provocation de la flottille qui voulait briser le blocus israélien de Gaza était connue depuis longtemps de tous ceux qui ont condamné Israël.

Ces Etats européens qui ont condamné Israël se sont comportés de manière discriminatoire. On peut comparer leurs réactions avec celles qu'ils ont eues dans le cas d'autres incidents plus graves. Par exemple, le 4 septembre 2009, un officier allemand était à l'origine à Kunduz, en Afghanistan, d'une frappe aérienne de l'OTAN qui a tué 142 Afghans, dont, au moins, 80 civils. Il n'y a eu aucune réaction de la part d'Ashton ou d'aucun pays européen à titre individuel. La décision allemande de procéder à une enquête sur cet incident n'est venue que beaucoup plus tard.⁶ Des enquêtes systématiques sur la façon dont les pays européens ont réagi aux meurtres de civils en Afghanistan montreraient sans doute de manière évidente la façon dont l'Europe applique des critères moraux différents quand il s'agit d'Israël.

La définition de l'antisémitisme par l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes

Pour comprendre ce qui, dans le parti pris anti-israélien de l'Europe, peut être considéré comme antisémite, il faut s'intéresser à ce que l'Europe elle-même définit comme étant « antisémite ». Une telle définition se trouve avoir été formulée par l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, qui est ensuite devenu l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. Cette définition sert fréquemment à déterminer si des textes ou des discours doivent être considérés comme antisémites. Il a notamment été recommandé de l'utiliser lors de l'enquête parlementaire globale sur l'antisémitisme en Grande-Bretagne.⁷

Cette définition pose que : « L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, que l'on peut définir comme une haine des Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme se portent sur des Juifs ou des non Juifs ou sur leurs biens, sur les institutions de la communauté juive et les lieux de culte. » Ce texte remarque que « de telles manifestations peuvent également viser l'Etat d'Israël entendu comme collectivité juive. »

On lit également que « ce texte fait référence au fait d'appeler au meurtre de Juifs ou de le justifier, au fait de les déshumaniser ou de les diaboliser en les accusant de faits imaginaires, au négationnisme de l'holocauste et au fait d'accuser les Juifs d'être comme les nazis, mais aussi au fait de refuser aux Juifs le droit à l'auto-

détermination et d'avoir « deux poids deux mesures » en exigeant d'Israël un comportement que l'on ne demande à aucun autre pays démocratique.⁸

De nouvelles formes d'antisémitisme

Les attitudes négatives envers Israël et les Juifs fondées sur une moralité dévoyée sont monnaie courante en Europe. L'ancien ministre allemand des affaires étrangères, le socialiste Frank-Walter Steinmeier, a décrit ce phénomène : « cette nouvelle forme d'antisémitisme, drapée dans des jugements exprimant une supériorité morale envers Israël, est inacceptable et l'on ne doit pas permettre qu'elle s'infilte dans la société allemande ». Steinmeier a souligné qu'il s'inquiétait davantage de cette nouvelle forme d'antisémitisme et des jugements anti-Israéliens que « de la triste persistance des formes traditionnelles d'antisémitisme, que ce soit en Europe en général ou en Allemagne ». Il a ajouté « nous ne tolérerons pas la moindre forme d'antisémitisme même s'il s'agit d'une forme détournée ».⁹

Le Royaume-Uni est le seul pays de l'UE à avoir enquêté en profondeur sur l'antisémitisme. Seules de pareilles études peuvent nous donner un véritable portrait de l'antisémitisme dans chacun des pays concernés. Cela implique de savoir comment les incidents liés à la haine antisémite sont définis, quelle est la fiabilité des statistiques, le pourcentage d'attitudes antisémites au sein de la population autochtone comparée à la population musulmane immigrée. D'autres questions existent, comme le rôle des écoles et des universités en matière d'enseignement et de discrimination.

Une analyse détaillée doit prendre en compte les déclarations et les positions de plusieurs personnalités politiques européennes au vu des critères retenus pour définir l'antisémitisme. Ils n'ont que rarement les mêmes comportements que les antisémites « classiques ». La plupart ne sont antisémites qu'« à temps partiel » et se contentent de remarques anti-Israéliennes occasionnelles, déclarations définies par l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes comme antisémites.

Antisémites à temps partiel

La Norvège fait partie des pays européens où l'on retrouve les meilleurs exemples de cet antisémitisme occasionnel. Son gouvernement actuel, de gauche, fait tout son possible pour donner une image humanitaire de la Norvège. Cela passe notamment par l'allocation de fonds importants pour l'aide au développement.

La Norvège est cependant l'un des pays européens où les incidents relevant d'un antisémitisme d'Etat sont le plus nombreux. Plusieurs membres de son gou-

vernement se sont rendus coupables d'actes antisémites. C'est le cas du chef du parti socialiste Kristin Halvorsen, actuellement ministre de l'éducation. Elle a notamment participé à une manifestation où elle se tenait à proximité d'une personne brandissant une pancarte où on lisait : « USA & Israël : le véritable axe du mal ».¹⁰

Halvorsen est un cas typique d'antisémite à temps partiel puisqu'elle a également pu s'exprimer lors de commémoration de la Shoah. Elle se distingue donc clairement du premier ministre norvégien en exercice lors de la Seconde Guerre mondiale, Vidkun Quisling, qui était, lui, antisémite dans la totalité de ses déclarations. Son nom est passé dans l'histoire comme le symbole international et l'archétype du traître.

Comprendre cet antisémitisme occasionnel est essentiel pour comprendre l'antisémitisme contemporain. L'idéologie post-moderne se caractérise par la fragmentation. L'antisémitisme d'aujourd'hui est également fragmenté, ce qui explique son caractère occasionnel. On pourrait par exemple réunir les déclarations d'Ashton ou de Bildt sur Israël et les comparer avec des sujets similaires pour démontrer que leurs positions relèvent du « deux poids-deux mesures ».

On peut tirer les mêmes conclusions des 26 anciens dirigeants européens ayant appelé à des sanctions contre Israël au motif des constructions dans les territoires en décembre 2010.¹¹ On pourrait demander à ces éminents politiciens quand ils s'étaient mis d'accord la dernière fois pour demander des sanctions contre un Etat criminel et génocidaire ?

L'antisémitisme et l'anti-israélisme occasionnels à l'œuvre aujourd'hui au sein de l'opinion européenne sont bien plus subtils que l'antisémitisme classique. Dans l'antisémitisme « classique », on considérait ouvertement le Juif comme nuisible. L'instrument antisémite contemporain d'une Europe aux positions anti-israéliennes raffinées est plus ou moins masqué : il s'agit du recours à des critères moraux à modulation variable.

Deux poids- deux mesures

La variabilité des critères moraux employés contre Israël par rapport à d'autres pays se divise entre différents types. On compte tout d'abord les déclarations anti-israéliennes des gouvernements ou des parlements qui sont de parti pris, comme celles que nous avons déjà signalées. Inversement, on doit compter l'occultation massive des informations négatives concernant les ennemis d'Israël. Pris ensemble, les pays musulmans possèdent une population qui est plus de cent fois celle d'Israël. Y a-t-il le moindre média européen qui s'intéresse de manière proportionnelle à ces pays ? Comme aucun pays n'est exempt de

reproches, de nombreux médias s'intéressent aux défauts d'Israël et restent plutôt silencieux concernant les crimes commis dans les pays arabes et musulmans.

Un troisième type de moralité à modulation variable concerne les affaires internes d'Israël. Le chef du parti libéral et vice-premier ministre du Royaume-Uni Nick Clegg, a pu déclarer à propos du gouvernement israélien : « (...) selon moi, les intérêts à long terme de la population israélienne ne sont pas correctement servis par ce gouvernement ». Le quotidien israélien *Haaretz* a donné pour titre à son interview avec lui « Nick Clegg déclare à *Haaretz* : j'admire Israël, mais je ne cesserai pas de critiquer son gouvernement ». ¹² Est-il concevable que Nick Clegg ose faire pareille déclaration à propos de l'Arabie Saoudite, de la Syrie ou de la Turquie ?

Un quatrième type de *double standard* concerne les campagnes de boycott et de désinvestissement. Un exemple parmi d'autres : la décision du fonds de pension d'Etat norvégien de retirer certains investissements placés dans des entreprises israéliennes. Cela ne l'empêche pas de continuer à détenir dans son portefeuille des parts dans des entreprises à la moralité plus que douteuse. ¹³

Racisme humanitaire

On pourrait parler d'un cinquième type de recours à une inégalité de traitement moral. Le racisme « humanitaire » est peut-être la moins reconnue des formes de racisme : il s'agit du fait d'attribuer automatiquement une responsabilité réduite à certains groupes ethniques ou nationaux dans les cas d'actes ou d'intentions criminels. Divers partis et ONG de gauche, y compris des organisations spécialisées dans les droits de l'homme et autres agences humanitaire, sont remplis de racistes humanitaires. On trouve également une forte concentration de ce genre de racisme parmi les hommes politiques dits de gauche et au sein de diverses organisations protestantes reconnues.

Ces personnes jugent les actes des individus différemment selon leur couleur de peau et leur pouvoir. On attend un degré de responsabilité supérieur pour les gens de couleur blanche, par exemple. ¹⁴ Les Israéliens sont tenus pour responsables de tous les actes mis en œuvre pour se défendre. La responsabilité des Palestiniens dans le cadre des attentats suicides, des attaques de missiles meurtrières et l'apologie du meurtre de civils est constamment réduite ou omise. Ce racisme humanitaire est très différent de l'affreux racisme classique de gens comme le sénateur américain Robert Byrd, ancien membre du Klu Klux Klan qui resta longtemps un défenseur du racisme de base. ¹⁵

On trouve un autre exemple de ce racisme humanitaire dans le programme électoral du parti travailliste hollandais en 2010. ¹⁶ En matière de politique étran-

gère, ce programme consacre une seule phrase aux conflits meurtriers qui ensanglantent l'Afrique. Le seul autre conflit qui soit mentionné est le conflit israélo-palestinien, sur un ton clairement anti-israélien et de manière abondante. Les soldats néerlandais avaient combattu en Afghanistan jusqu'au début de l'année et pourtant l'Afghanistan n'est même pas mentionné. Aucune mention non plus de l'Iran et de la menace qu'il représente pour l'humanité. Un tel racisme humanitaire fait de telles personnalités les alliés de fait de factions aux intentions meurtrières.

Quand on voit appliquer des critères moraux aussi différents à Israël, et à Israël seul, on a affaire à un antisémitisme structurel, même s'il est différent de l'antisémitisme sous sa forme religieuse et nationaliste classique. Les formes de l'antisémitisme ont certes muté mais il est resté au fond identique.

Cette analyse du « deux poids-deux mesures » est nécessaire afin de montrer la profonde perversité d'une bonne partie des positions de l'Union Européenne et de plusieurs de ses membres envers Israël. Les exemples que nous avons donnés ne servent pas seulement à illustrer qu'une part importante de l'idéologie dominante contribue à délégitimer Israël. Il ne s'agit que de la portion émergée d'une nouvelle idéologie criminelle, fragmentée mais désormais bien enracinée en Europe. L'Europe du « deux poids-deux mesures » est dans une large mesure la complice des forces génocidaires à l'œuvre dans le monde arabo-musulman.

Un indicateur de dégradation morale en Europe

L'attitude envers Israël et les Juifs d'une partie importante de la gauche européenne et des élites dominantes est devenue un indicateur de la dégradation morale de l'Europe. Si l'on veut savoir où va l'Europe, on pourrait comprendre beaucoup à ce sujet en s'intéressant à l'évolution de son attitude envers Israël. Cela n'est pas négligeable dans la mesure où la réalisation d'un « second Holocauste » - ou, plutôt, d'un nouveau génocide des Juifs - dans la décennie à venir possède une certaine vraisemblance. Si cela se produit, il consistera en un assassinat de masse des Israéliens au moyen d'une bombe atomique soit irannienne, soit lancée par des terroristes musulmans qui auront mis la main sur les bombes pakistanaises. Une autre stratégie pourrait consister en un grignotage par agressions successives : des milliers d'attaques légales et verbales incessantes envers Israël, jusqu'à ce que le pays soit réduit à des frontières indéfendables.

Par le passé, de nombreux Européens ont été impliqués dans le meurtre de masse des Juifs, que ce soit comme assaillants, complices ou collaborateurs, que ce soit au Moyen-Age ou durant l'Holocauste ou en d'autres occasions. Si la stratégie du grignotage progressif fonctionne, les Européens ne seront pas les

acteurs directs de l'assassinat de masse. Les assassins viendront du monde musulman. Quant à tous ces Européens influents, par leurs actes et leurs omissions, ils devront être considérés comme les collaborateurs et complices qu'ils sont, pour leur rôle dans la préparation de ce futur génocide.

Le retour de l'antisémitisme classique de droite dans différents pays européens est d'une nature différente. On peut prendre l'exemple de la Hongrie. Le journaliste László Mólnar affirme que « l'antisémitisme traditionnel a refait surface et a reçu un cadre institutionnel tandis que les agressions physiques et verbales contre les Juifs et les Roms se sont intensifiées. L'un des représentants les plus en vue de cette idéologie institutionnalisée est le parti Jobbik, qui est ouvertement antisémite et anti-rom et qui a reçu 17 % des suffrages lors des élections législatives d'avril 2010. La popularité de Jobbik et ses liens avec des organisations paramilitaires sont un exemple rare au sein de l'Union Européenne. Les médias d'extrême droite pro-Jobbik sont profondément implantés dans les cercles extrémistes et proposent régulièrement des contenus antisémites, racistes d'incitation à la haine. La sous-culture d'extrême droite a joué un grand rôle dans l'institutionnalisation de l'antisémitisme et de l'extrémisme hongrois. »

Il existe également des groupements racistes paramilitaires dans le pays. Les symboles qu'ils utilisent ressemblent à ceux qu'utilisaient les fascistes hongrois qui tuaient des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale.¹⁷ Cette forme d'antisémitisme renvoie, au moins partiellement, à l'idéologie qui mena à l'Holocauste.

Comparaison avec les années 1930

Afin de mieux comprendre l'attitude de l'Europe vis-à-vis d'Israël, il faut également procéder à une comparaison plus détaillée des similitudes et des différences entre la situation d'aujourd'hui et celle des années 1930. La nature de l'antisémitisme est différente mais il y a bien d'autres différences. L'histoire ne se répète jamais que de manière très limitée. La plus grande différence est l'existence de l'Etat d'Israël. Les Juifs des années 1930 étaient démunis et aucun pays n'était à l'époque disposé à aider les Juifs. Aujourd'hui, Israël possède des alliés, même s'ils ne sont pas tous aussi fidèles.

Si l'on se concentre sur les similitudes, on peut constater que les dirigeants de l'Europe démocratique sont faibles et font semblant de ne pas voir des menaces majeures. L'autre problème est constitué par les fanatiques de l'apaisement. Les pacifistes ont souvent aidé les pouvoirs totalitaires. C'est le cas aujourd'hui d'un certain nombre de mouvements prétendant défendre les droits de l'homme. Une étude poussée de ce phénomène est aujourd'hui nécessaire.

Les conséquences pour les Juifs d'Europe

Il faut aussi s'intéresser à l'impact de cette situation pour les Juifs d'Europe. Cela n'a rien de simple parce qu'il existe bien d'autres facteurs que les relations israélo-européennes pour déterminer la place des Juifs dans les sociétés européennes. Là encore, le caractère fragmentaire de la période post-moderne doit être pris en compte.

Certains développements de la situation des communautés juives sont clairement liés à l'atmosphère anti-israélienne dominante dans certains secteurs de la société. La journaliste américaine Nidra Poller affirmait en 2006, que « les Juifs sont dans un ghetto virtuel : ils ont le choix entre se déclarer publiquement anti-sionistes ou bien se retrouver exclus et subir diverses conséquences. Et les Juifs pensent que cela va passer ! »¹⁸ A ce moment-là, divers Juifs français pro-israéliens venus de la gauche m'ont dit avoir perdu des amis dans les milieux de la gauche « progressiste » du fait de leur attitude pro-israélienne. Un an plus tard, Zvi Shtaubert, ancien ambassadeur israélien au Royaume-Uni, affirmait que « depuis la seconde intifada, il n'y a aucun doute que les Juifs, y compris en haut de l'échelle sociale, doivent subir des moments assez déplaisants. »¹⁹

Une immigration raciste

Il existe d'autres éléments qui compliquent la vie des Juifs et qui ne sont pas directement le fruit de la position européenne vis-à-vis d'Israël mais qui proviennent essentiellement de la présence d'importantes populations musulmanes en Europe et de certaines réactions à ce sujet.

L'importante immigration de musulmans en Europe a apporté avec elle un nombre de racistes et d'antisémites qui éduquent leurs enfants dans la haine des Juifs. De nombreux incidents antisémites en Europe, même s'il ne s'agit pas de la totalité, en tout cas pour une majorité, proviennent des communautés musulmanes. Simultanément, la xénophobie européenne traditionnelle confrontée à des comportements inacceptables et parfois extrêmes de la part de membres de la communauté musulmane a provoqué des réactions anti-musulmanes.

C'est dans ce cadre que l'on s'en est pris aux coutumes musulmanes, par exemple l'abattage rituel musulman. Par ricochet, c'est l'abattage rituel juif qui s'est trouvé victime collatérale. De la même façon, la critique de la circoncision dans le cadre de l'islam a attiré l'attention sur la circoncision chez les Juifs.

Tout cela relève d'une situation qui est d'une nature différente de l'antisémitisme classique, proscrivant l'abattage rituel tout en n'interdisant pas la chasse. Un tel cas d'antisémitisme indirect existe en Norvège où la chasse à la baleine est autorisée malgré sa cruauté.

Un prisme pour comprendre l'Europe

Dans le contexte des relations israélo-européennes, il est très important de prendre en compte le facteur de la taille : Israël est minuscule comparé à l'Europe (environ 1,5 % de sa population) et pourtant se retrouve constamment sous le feu des projecteurs. Ce rapport particulier envers Israël ne peut que servir de prisme pour analyser la société européenne. Il s'agit d'une société qui a laissé entrer sans aucune forme de sélection une grande quantité d'immigrés en provenance de pays musulmans, comportant un pourcentage d'antisémites et de racistes bien plus important que celui des populations européennes indigènes.

On peut en conclure que de nombreux gouvernements européens ont suivi depuis quelques décennies une politique d'immigration non sélective qui a promu l'antisémitisme dans leur pays. L'absence de politique pour s'attaquer à la délinquance et à l'antisémitisme des milieux, fréquemment musulmans, est en passe d'instaurer ce qui s'apparente à une forme soft de purification ethnique. Normalement, les gens quittent leurs quartiers pour des raisons de carrière parce qu'ils peuvent améliorer leurs conditions de vie dans de meilleurs quartiers. Cependant, il se trouve des cas où des Juifs doivent partir parce qu'ils sont harcelés par des antisémites, pour d'autres quartiers, villes ou pays.

La dynamique de cette situation est telle qu'on ne peut deviner dans quelles directions vont aller les relations israélo-européennes. Certaines tendances peuvent se modifier radicalement après des événements imprévisibles. Tout ce qu'on peut conclure, c'est que tous les aspects que nous avons mentionnés doivent être étudiés attentivement. Les dirigeants israéliens doivent acquérir une meilleure compréhension des sociétés européennes que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Les communautés juives d'Europe restent cependant impuissantes, comme elles l'ont toujours plus ou moins été.

Traduction : Jean Szlamowicz

notes

1. David Batty "Egypt bomb kills new year churchgoers", Guardian, 1 January 2011.
2. Lars Bové, "België verliest zicht op terreur", De Tijd, 8 January 2011. [Dutch]
3. Chris Brooke, Daily Mail, 24 August 2006.
4. Manfred Gerstenfeld, "The Gaza Flotilla : Facts and Official Reactions", Post-Holocaust and Anti-Semitism 102, 15 September 2010. This contains also the sources for the following paragraphs in the article.

5. "Israel's Ambassador Summoned to the Ministry of Foreign Affairs", Government Offices of Sweden, 31 May 2010.
6. Tristana Moore, "German Probe into Afghan Strike", BBC News 16 December 2009.
7. "Report of the All-Party Parliamentary Inquiry into Antisemitism", Stationery Office Ltd., London, 2006.
8. http://fra.europa.eu/fraWebsite/products/publications_reports/studies_discussion_papers/studies_antisemitismreport_en.htm.
9. NDT : L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes affirme par ailleurs, avec beaucoup de précautions, que « les événements au Moyen-Orient, les activités et le discours de l'extrême-droite et jusqu'à un certain point de l'extrême-gauche peuvent influencer sur le nombre d'actes antisémites ». « Les études montrent que les stéréotypes antijuifs ont peu changé, [mais] les manifestations publiques d'antisémitisme dans la politique, les médias et la vie quotidienne ont changé récemment, surtout depuis le déclenchement de l'Intifada Al-Aqsa en septembre 2000 ». Le même document affirme que « En Europe, l'antisémitisme secondaire » et l'utilisation de l'antisionisme comme un moyen de contourner le tabou antisémite dominant parmi les extrêmes gauche et droite. » (Summary overview of the situation in the European Union 2001-2005 [archive] sur Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, mai 2006.).
10. Etgar Lefkowitz, "German FM Blasts 'New Anti-Semitism' Clothed in Anti-Israel sentiments", Jerusalem Post, 12 March 2008.
11. Manfred Gerstenfeld, "Antisemitisme i Norge", Dagbladet, 5 April 2009. [Norwegian]
12. "Former EU leaders urge sanctions for Israel settlements", BBC News, 10 December 2010.
13. Adar Primor, "Nick Clegg to Haaretz : I admire Israel, but won't stop criticizing its government", Haaretz, 5 May 2010.
14. "Israel : Billionaire with settlement links targeted in divestment campaign", www.adnkronos.com/AKI/English/Security/?id=3.0.3758448930
15. Manfred Gerstenfeld, Behind the Humanitarian Mask, (Jerusalem : Jerusalem Center for Public Affairs and Friends of Simon Wiesenthal Center for Holocaust Studies, 2008) 22-23.
16. www.rushlimbaugh.com/home/daily/site_070210/content/01125109.guest.html
17. PvdA Verkiezingsprogramma 2010, www.scribd.com/doc/31027384/Verkiezingsprogramma-PvdA, pgs. 76-77. [Dutch]
18. László Mólnar, Anti-Semitism in Hungary, Post-Holocaust and Anti-Semitism 104, 1 November 2010.
19. Manfred Gerstenfeld, Interview de Nidra Poller in "European-Israeli Relations : Between Confusion and Change?", (Jerusalem : Jerusalem Center for Public Affairs, Konrad-Adenauer-Stiftung, 2006), 203
20. Manfred Gerstenfeld, Interview de Zvi Shtauber in "Israel and Europe : An Expanding Abyss?", (Jerusalem : Jerusalem Center for Public Affairs, Konrad-Adenauer-Stiftung, 2005), 190.